

**E/1955.01.29 — André Malraux, «L'Entretien avec André Malraux. La gauche peut réussir», *L'Express* [Paris], n° 88, 29 janvier 1955, p. 8-10.**

---

**André Malraux**

**L'entretien avec André Malraux**

**La gauche peut réussir**

André Malraux commente en exclusivité dans *L'Express* les événements de l'actualité politique ou littéraire au cours d'entretiens qui sont pris directement en sténotypie, selon le déroulement de la conversation, et que nous publions régulièrement ici.

Notre dernier entretien avec M. Malraux a provoqué de très nombreuses réactions et des commentaires divers, en particulier sur l'idée d'une «renaissance de la gauche» qu'il avait évoquée.

Nous avons donc commencé ce nouvel entretien en interrogeant André Malraux sur son sentiment à l'égard de ces multiples interprétations.

\*

Chacun tire à soi ce qui l'intéresse – pour ou contre; la forme de nos entretiens s'y prête, d'ailleurs... Donc, la «nouvelle gauche» intéresse beaucoup de gens. J'en ai parlé incidemment, à propos de la pièce que Thierry Maulnier a tirée de mon roman; la renaissance possible du sentiment de gauche me semblait plus importante. M. Vincent Auriol unit les deux questions, et n'a pas tort. Je vous répondrai donc, tout à l'heure, autrement qu'en observateur.

Pour cela, écartons d'abord quelques buissons :

J'ai dit que si Mendès-France tombait, sa chute pourrait bien ressusciter la gauche libérale. A condition qu'il fût renversé par la droite, que son successeur fût de droite. Sinon, plus de pronostic – jusqu'au retour de la droite...

J'ai dit que dans ce cas, cette gauche serait peut-être anticléricale. Je ne suis pas anticléric, et pas tellement libéral en politique (à ma connaissance, le ministère actuel n'est pas anticléric non plus, d'ailleurs). J'ai dit que cette gauche ne serait pas nécessairement anticommuniste : si elle avait tort, ça n'y changerait rien. Un pronostic n'est pas un portrait.

### **De Renan au «Canard»**

Lorsque je vous parlais du libéral, j'avais dans l'esprit le personnage qui s'oppose au bien-pensant. Vous aussi ? Bon. Il commence à Renan, et finit au *Canard enchaîné*. Les économistes anti-libéraux ont cru que je défendais le libéralisme économique. C'est le même mot, en effet...

Un renversement d'alliances qui conduirait le M.R.P. de ce qui fut la Troisième Force, à une nouvelle droite (celle-ci appelant, par réaction, la renaissance du libéralisme d'abord, du sentiment de gauche ensuite) serait assurément un fait parlementaire important. Mais ce n'est pas la politique qui m'intéresse, c'est l'histoire. Mes réponses à vos questions sont celles d'un intellectuel à qui ces questions ne sont pas étrangères; pas davantage – pas moins non plus. Et dans les limites d'un entretien; il s'agit donc de flèches indicatrices, plutôt que d'exposés...

Je n'envisage de participer ni à un «regroupement» ni à un nouveau parti. Je ne suis ni mendésiste, ni néo-quoi-que-ce-soit : je suis gaulliste. Pour les raisons que l'on sait, et que le ton des *Mémoires* du général de Gaulle a rendues claires pour tout le monde. Cela dit, à vous de jouer.

### **Quel est aujourd'hui le diagnostic politique ?**

Si l'on donne au mot : politique, le sens qu'il tire de l'histoire et non celui qu'il tire de la cuisine, la France est un pays atteint de paralysie-générale-politique.

Il ne s'agit nullement de savoir si elle peut rivaliser avec les Etats-continentaux du XX<sup>e</sup> siècle. Il s'agit de savoir pourquoi elle se montre incapable de construire autant de maisons ouvrières que la Hollande, incapable de retrouver une armée égale à celle de la Yougoslavie.

La France au-dessus de tout ? Non. Mais la France au-dessous de la Suisse, ça aurait étonné les Suisses de 1910 ! La pauvreté qui nous interdit de construire le gratte-ciel de l' «Empire State» ne me paraît justifier ni les chalets de Bécon-les-Bruyères ni les taudis.

Ça ne vous intrigue pas de constater que Chartres ne pourrait pas aujourd'hui construire sa cathédrale, et que la France pourrait si peu construire le Palais de Versailles qu'elle n'est pas même assez riche pour l'entretenir ?

### **Le cancer des peuples**

J'ai vu les pays atteints du vrai cancer des peuples : la Chine, la Perse de naguère. Quel rapport avec nous ? L'individu, comme l'Etat, n'y croyait à aucun travail, et y croyait à toutes les combines. Paysans, ouvriers, chefs d'entreprise, chercheurs; crétiens ! Marchands de tapis, fonctionnaires prévaricateurs, ministres : grands hommes !

Ce cancer a deux symptômes précis : le dédain de tout travail créateur et la prolifération illimitée des intermédiaires. Le communiste Mao-Tsé-Toung a vaincu cela avant toute autre chose – comme le Shah Pahlevi.

Or, il est faux que, chez nous, les ouvriers, les paysans, les chefs d'entreprise ne travaillent pas. L'individu n'est pas touché. C'est l'esprit collectif, l'esprit civique, qui l'est. Pourquoi ? Parce qu'à la majorité des Français, l'Etat apparaît comme une imposture. Il parade, oh ! modestement, devant les communistes et les communistes qui le regardent avec haine, devant les autres qui le regardent avec ironie. L'addition du

nombre des abstentionnistes et de celui des voix communistes suffit à prouver que la majorité absolue des Français est hostile à l'Etat.

### **Topaze est parisien**

Pour le Français «qui s'occupe de politique», qu'est le député ? Un homme à qui il apporte des voix, et qui les lui rend en décorations, bureaux de tabac, autorisations et avantages divers : le grand électeur collecte, et l'élu distribue.

On avait cru pourtant que le scrutin de liste épargnerait aux députés de rapporter aux électeurs leurs parapluies perdus ! Erreur, illusion, chimère ! Le parti les rapporte collectivement : il loue des cars. Que le parti communiste se soit vite mis à la page, et que ses municipalités «protègent de préférence ceux qui pensent bien», j'espère que vous n'en doutez pas...

Mais le député est aussi, plus noblement, le dernier recours de beaucoup de malheureux contre l'appareil de l'Etat, contre le mécanisme – si soumis ailleurs ! – qui leur semble toujours menaçant. J'ai vu naguère Léo Lagrange recevoir ses «électeurs» du Nord. Avaient-ils voté pour lui ? J'en doutais. Lui aussi. C'étaient de pauvres gens qui venaient lui demander de défendre leur droit, quand il n'y avait plus de guichet pour ce droit-là – ou quand il n'y en avait jamais eu. C'était souvent !

D'où ce fait singulier que les Français sont à la fois antiparlementaires et anti-césariens.

Mais constatez que le mélange d'ironie et de complicité que le Parlement inspire aux Français, la municipalité ne le leur inspire pas. Sauf s'il s'agit de puissantes municipalités, peu connues de leurs électeurs, et liées aux grandes affaires autant que le Parlement : Topaze est un personnage parisien. Dans une commune moyenne, et même dans maintes grandes villes, le maire qui a réussi est respecté, et à peu près inamovible. Mais ses administrés savent réellement ce qu'il a transformé. Ils ont souvent, sous une forme ou sous une autre, participé à la transformation. Ils l'ont presque toujours suivie.

Retenons donc ceci : en 1955, l'ironie, l'indifférence, l'abstentionnisme – et même le vote communiste des non-communistes – cessent lorsque les Français sont

concernés par des faits et non par des principes. Ce n'est pas sans importance, car je vais essayer d'exposer de quels faits, de quelle action, une renaissance de la gauche me semble inséparable.

### **Que faut-il d'abord rechercher ?**

Chacun sait que l'un des événements capitaux de l'après-guerre est le retour de la Russie à son rang de grande puissance. Chacun pressent, plus ou moins, que la Chine et l'Inde rentrent dans l'histoire. Mais si le retour de la Russie et de la Chine est inséparable du communisme, il l'est aussi de la civilisation industrielle.

L'événement décisif du siècle, c'est donc la conquête du monde par la machine. Marx pense en fonction de la révolution industrielle; celle-ci s'ébauche avant sa naissance.

Ma génération a passé des fiacres aux avions intercontinentaux, aux projets de fusées interplanétaires. Or la civilisation industrielle appelle manifestement une profonde modification des formes politiques nées au XIX<sup>e</sup> siècle – voire au XVIII<sup>e</sup>. Les Etats-Unis n'ont pas changé leur Constitution, qui donne d'ailleurs à leur président des pouvoirs considérables, mais le Président Roosevelt a fait le «New Deal».

### **La vente des lacets**

A la Libération, la France a tenté des réformes de structure, mais cinq ans après elle a retrouvé ses sentiments et ses conflits de 1910 – sans retrouver sa richesse et sa puissance. Nos grands problèmes sont posés en permanence comme s'ils étaient ceux des petits commerçants. On dirait que le dirigisme consiste à régler la vente des lacets. Le mot même est d'une rare absurdité; il suggère presque le bon plaisir de l'Etat, alors qu'une véritable direction économique, rigoureuse sur l'essentiel, doit laisser dans les autres domaines le plus possible de liberté.

Avant trente ans, la question décisive sera celle de l'emploi de l'énergie nucléaire. Qui s'imagine que l'Etat n'ait rien à y voir – et pour commencer, que de puissantes sources d'énergie nucléaire soient créées en France, sans l'Etat ?

Les spécialistes affirment que le développement de l'artillerie fut à l'origine des grandes monarchies, parce que seuls les princes les plus puissants pouvaient posséder des fonderies de canons. Acceptons leur affirmation en tant que symbole. Il s'agit de savoir si la France veut construire sa fonderie (nous savons qu'elle le peut encore) et si elle la construira sans l'Etat.

### **Pouvons-nous y arriver ?**

Qu'est-ce que notre système de gouvernement ? Au mieux, et hors de tout esprit polémique une organisation de la conciliation.

Il ne s'agit pas, pour le Gouvernement, de convaincre les partis ou les élus de voter les réformes qui feront de la France une nation du XX<sup>e</sup> siècle, mais bien de s'assurer, au départ, un nombre de voix suffisant pour les entreprendre. Et les ministres qui garantissent les voix ne sont pas unis pour entreprendre ces réformes; ils le sont pour participer au pouvoir. Il faut donc les concilier – et se concilier une partie de l'opposition; au moins, la neutraliser. D'où, des mesures toujours partielles, d'autant plus que ces conciliations sont pour une grande partie des conciliations d'intérêts.

La conciliation n'est pas rien ! C'est à ses éminentes qualités de conciliateur que Léon Blum doit le rôle qu'il joua dans sa retraite de Jouy-en-Josas. Et c'est sans doute à elles qu'il dut les réussites du Front Populaire – et l'échec final de celui-ci. Car déjà c'était trop tard. Le système est lié au XIX<sup>e</sup> siècle, au temps où l'économie réellement individualiste se passait de l'Etat, et où Anatole France disait que le meilleur Etat est celui qui gouverne le moins.

Notre système politique a de graves défauts, dont tous les présidents du Conseil conviennent. Mais il a d'abord une tare fondamentale : il n'est qu'une administration du pays.

Le fonds fut en son temps le premier de l'Europe, il était assez bon encore il y a vingt ans et les grands pays ont la vie dure. Mais quand ils vivent sur leur fonds dans un monde comme le nôtre, la vie dure ne leur assure guère que la mort lente.

### **Demi-soldat, demi-char**

Un Etat moderne n'est plus une administration et il ne peut devenir autre chose (surtout lorsqu'il s'agit de la France, où l'esprit civique est faible, comparé à celui de l'Angleterre ou de la Suisse), que s'il y existe un arbitrage réel. Si l'un des partis au pouvoir veut une infanterie, et l'autre un corps cuirassé, on ne résoudra rien en mettant un demi-soldat dans un demi-char. On peut faire une infanterie insuffisante, et des chars insuffisants pour l'appuyer : ça s'est vu. (On peut aussi faire des piles atomiques individuelles, pour actionner le train électrique du petit.)

Non seulement ce système assure assez bien la défaite au début de chaque guerre – notre défaite, pas celle de l'ennemi – mais encore il est incapable de répondre à une menace quelconque sur un plan quelconque, pour peu qu'elle soit grave. Il n'est pas fait pour ça.

On l'a vu dramatiquement en Indochine, On va le voir en Afrique du Nord. La politique colonialiste n'est pas la mienne, mais on peut la concevoir cohérente. La politique de création de l'Union française aussi. Celle qui proclame les Droits de l'Homme en refusant de les reconnaître, qui espère concilier les fellagha et les «gros colons» est inintelligible. En réalité, cette conciliation a été le plus souvent, naguère, celle des représentants réconciliés dans le partage du pouvoir, l'embrassade des avocats à la buvette du Palais. Reste à savoir si les représentés s'embrassent aussi.

Que les Français le veuillent ou non, ils devront changer la structure de l'Etat, pour lui rendre sa fonction véritable, qui est de gouverner – au sens où l'on gouverne un bateau.

### **La dernière radio**

Je crois que la France a de cette situation une conscience confuse, mais assez forte. Saturé de comédie, le pays ne croit plus qu'aux résultats concrets, même limités. C'est à cela seulement qu'à tenu la courte popularité d'Antoine Pinay, à cela d'abord que tient la popularité de Pierre Mendès-France.

Celui-ci s'est publiquement fixé des objectifs, et les a atteints. Mais il y a les obstacles que peuvent surmonter les qualités qu'on lui reconnaît – et les autres, qui tiennent au système lui-même, et à tous ceux dont la force en France cesserait en même temps que la faiblesse de ce système. C'est pourquoi je crains fort qu'on ne puisse refaire la France qu'en surmontant ces derniers obstacles... Vous qui êtes amis du Président, vous devriez lui faire une suggestion, d'autant plus qu'il ne peut pas la retenir : quand il tombera, qu'il emploie donc sa dernière émission, pendant l'expédition des affaires courantes, à expliquer au pays noir sur blanc, pourquoi et comment il est tombé...

### **Où en est la droite traditionnelle ?**

Je me méfie de l'expression : droite traditionnelle. A moins qu'on n'entende par là l'organisation de la défense des privilèges acquis, traditionnelle en effet. Mais elle s'est très rarement présentée comme telle. Elle est même, en vérité, rarement limitée à cela.

Attention ! Jusqu'en 1914, et même plus tard, une vraie droite et une vraie gauche ont été séparées par un antagonisme de sentiments si réel, si profond, qu'il s'exprimait jusque sur la carte de France : cette droite était nationaliste, cette gauche, internationaliste. Barrès ou Poincaré, contre Jaurès.

Mais on ne parle plus guère d'internationalisme.

Le fait nouveau, c'est que la droite ne se réclame plus du droit divin, ni de Dieu tout court, ni de la patrie, ni du roi; sauf dans deux départements et dans de petits groupes d'intellectuels que la vraie droite, la droite-épaisse, regarde d'un sale œil et tient pour des farfelus.

Lorsque la droite a cessé d'être nationale, il n'a plus existé d'idéologie de la droite : il a existé une droite sans idéologie, et des idéologues de droite sans troupes et souvent (c'est à leur honneur) sans commanditaires. Les officiers dont Fresnay a popularisé le type dans *La grande illusion*, souvent maurrassiens, ont été solidaires du maréchal Pétain ou du général de Gaulle (nous en avons connu pas mal dans la Résistance, et en Indochine), ils ne le sont pas des puissances d'argent.

### **Borgeaud et Barrès**

La vraie droite, en 1955, est une force clandestine que la droite parlementaire défend, mais ne symbolise nullement – et qui, au Parlement, va très loin à gauche.... Un article que *l'Express* a publié la semaine dernière m'épargne de longs développements : la vraie droite, en Algérie, c'est M. Borgeaud. (Et quelques autres, bien entendu.) Et M. Borgeaud n'est pas l'héritier de Barrès.

Barrès, Poincaré représentaient réellement ceux qui les avaient élus. La droite clandestine ne représente qu'elle-même. Les deux dernières valeurs dont elle se réclame (plus confusément, d'ailleurs, que la droite de jadis ne le faisait de la légitimité ou de la patrie) sont l'autorité et l'efficacité.

### **L'autorité est-elle de droite ?**

Comprenons bien qu'il y a dans toute idéologie de gauche, dans toute idéologie qui se réclame de la gauche, et même dans chaque numéro de *l'Humanité*, une revendication née du christianisme.

On lobectomise le cardinal Mindszenty au nom de la justice sociale; mais l'idée d'une justice à laquelle tous les hommes peuvent faire appel semble avoir été plutôt vague pour Périclès, et pour Cyrus, qui pourtant traita les vaincus plus humainement que tous les rois qui l'avaient précédé. Vous voyez-vous allant parler à César des droits des esclaves ? Vous vous seriez fait renvoyer au président de la Société protectrice des animaux.

Dans la grande chrétienté, la justice fut une dépendance de la religion. En somme, le «sentiment de gauche» naît lorsque les hommes les séparent, prennent la justice en charge. Initialement, ça a bien l'air d'être la forme que suscite un sentiment chrétien dans une société rationaliste. Cromwell n'est pas la gauche, mais Cromwell fait décapiter le roi au nom de la Bible.

Les civilisations non chrétiennes sont indifférentes à l'idée de justice sociale jusqu'à ce que l'Occident la leur apporte : elles connaissent les révoltes, non les révolutions. Le grandiose héritage indouiste du Mahatma Gandhi eût ignoré les Intouchables, si les droits de l'homme, héritiers des droits de l'âme, avaient été étrangers à l'avocat Gandhi...

### **Herriot et Saint-Just**

Or, de cette origine, le sentiment de gauche a conservé à la foi la nostalgie de la conquête d'un ordre plus juste, et celle d'un désordre fraternel. C'est la révolution de 1848, 1905 en Russie, le début de la Commune, de la révolution d'Octobre. L'exaltation de ce désordre naît avec ce que j'ai appelé, à propos de la guerre civile espagnole, «l'illusion lyrique» : au moment qui suit l'insurrection victorieuse.

La Révolution française, puis la Révolution russe ont passé de cette fraternité de barricades à la fondation du nouvel Etat. Non sans métamorphoses, quelques-unes assez dramatiques. Mais il ne s'agit pas ici d'une analyse des révolutions. Retenons seulement que dans le sentiment de gauche se mêlent le goût de l'illusion lyrique et celui de l'énergie. Dans le sentiment. Dans l'action, si le premier l'emporte, c'est la défaite.

Et si une nouvelle gauche doit naître, maintenant ou plus tard, elle devra choisir. Le libéralisme du XVIII<sup>e</sup> siècle a appelé la Révolution, il ne l'a pas faite. Une gauche combattante ne se définit pas par l'absence d'autorité, mais par le fait que l'autorité y est déléguée. Cela mis au clair, pourquoi l'autorité serait-elle un privilège de la droite ? Les hommes du «mur d'argent» ont eu plus d'autorité qu'Edouard Herriot – mais moins que Saint-Just.

Reste l'efficacité. Dans le domaine technique, la gauche me semble surtout en retard. La droite proclame que les chemins de fer de l'Etat n'arriveront jamais à l'heure, que les Soviétiques ne construiront jamais de camions; et, en effet, les trains sont en retard, les camions poussifs – jusqu'à ce qu'ils ne le soient plus. Avez-vous remarqué que les pouvoirs qui durent trouvent toujours leurs techniciens, comme ils trouvent toujours leurs idéologues ?

Mais les techniciens – j'entends : les techniciens de toute nature, ingénieurs, directeurs au sens où l'entend Burnham, organisateurs – préféreraient souvent à la droite une gauche qui ferait appel à eux pour l'exécution de grands desseins précis. Les chercheurs aussi (il faudrait parler d'eux longuement, car la gauche dont je parle n'est pas visible sans une aide massive à la recherche scientifique). A condition que cette gauche ne mette pas en question l'autorité des premiers, ni l'indépendance des seconds. Pour les chercheurs, c'est facile. Pour les autres, non.

### **L'action ou le rêve**

L'égalité – non pas des droits, mais des modes de vie – n'a existé dans aucun Etat. Ce n'est pas un argument; mais c'est un fait important. Pour l'historien, il s'agit de savoir si un privilège est acquis, ou non, au bénéfice d'une collectivité – en l'occurrence, de la nation. Pour le psychologue... Le communisme russe a annexé les techniciens. Si la Révolution française ne l'avait pas fait, elle se fût privée de Carnot, de Cambon, du général Bonaparte, et de pas mal d'autres. La gauche doit choisir entre appeler le pays à une action, en assumant les servitudes de l'action; ou l'appeler à un rêve, ce qui présente de grands avantages électoraux.

Ce choix fait, je ne crois pas une gauche combattante moins efficace que la droite.

Les deux questions qui se posent me semblent alors, la première : pourquoi la droite ne ferait-elle pas ce que vous attendez de la gauche ? La seconde : la gauche peut-elle choisir entre les sentiments dont elle est née ?

### **La droite ne peut-elle pas atteindre nos buts ?**

Pour que la question devienne claire, il faut que l'objectif de la gauche le devienne aussi. Supposez qu'elle dise : «Dans la France présente, nul ne peut améliorer la condition du plus grand nombre sans faire de la France une nation du XX<sup>e</sup> siècle. Notre objectif est d'y parvenir. Par les moyens que voici. Et en contrôlant de près la transformation, car nous n'avons pas oublié que le temps du Front Populaire fut, pour maintes grandes banques, un temps de Cocagne».

Pourquoi la vraie droite, elle, entreprendrait-elle une telle transformation ? Elle ne la souhaite pas : si elle souhaite changer l'état des choses (dans lequel elle a fini par s'installer assez commodément) c'est pour revenir au XIX<sup>e</sup> siècle.

### **Une vraie maison**

Et puis, il y a aussi un «sentiment de droite»; souvent, le souvenir d'anciens combats. L'énergie de M. Borgeaud (que je n'ai jamais vu) passe pour peu commune; mais s'il s'agit d'appliquer des réformes en Algérie, lui en confierez-vous l'exécution ? Et en l'occurrence, il ne s'agit pas de les exécuter, mais d'en prendre l'initiative.

Reste l'énorme glacis de la droite, symétrique de celui de la gauche, et où les abstentionnistes se recrutent en grand nombre. A gauche, ceux qui sont moins pour Moscou que contre le système présent; à droite, ceux qui sont moins pour la droite que contre ce système. L'ouvrier qui pense qu'on lui a assez bourré le crâne, et qu'il sera convaincu d'un changement quand il pourra habiter une vraie maison; et le chef d'entreprise, patron ou non, qui accepte de limiter son indépendance pour que la France change, non pour que change le vocabulaire des politiciens. L'un et l'autre ne seront gagnés à une gauche combattante que par des faits. Ce qui m'amène à répondre à la seconde question.

### **Quel sentiment doit choisir la gauche ?**

La révolution russe n'a pas eu pour seule conséquence le retour de la Russie au rang de grande puissance, mais encore un événement moins clair, que nous avons oublié : le marxisme a cessé d'être une utopie.

S'il ne l'était pas pour les marxistes, il l'était pour tous les autres. Pour la plupart de ses adversaires, Jaurès en 1910, était un utopiste. Ces autres, les Soviétiques ne les ont pas convertis; mais ils les ont contraints à voir dans le marxisme une réalité politique.

Aujourd'hui, en France, on semble tenir pour utopie majeure toute transformation du pays qui ne serait pas marxiste. Ne croyez-vous pas qu'un certain nombre de pays, de la Suède et de l'Inde aux Etats-Unis, ont profondément changé la condition ouvrière, non sans rien devoir à Marx, mais par leurs propres voies ?

### **Réponse au Martien**

Si les martiens demandent à leur petit copain, revenu sur sa soucoupe volante, où «la classe ouvrière est au pouvoir», vous ne croyez pas que le petit copain répondra que c'est dans la banlieue d'Amsterdam, plutôt que dans celle de Moscou ?

L'utopie majeure est devenue la prise du pouvoir par le parti communiste, parce qu'il ne peut, pour longtemps, le prendre qu'en remplaçant le patron capitaliste par le patron russe. Ce dont le parti communiste s'accommoderait très bien; et les communistes, très mal. Et une gauche nouvelle, quelle qu'elle soit, ne peut lutter contre le parti communiste qu'au nom d'une réalité assez convaincante pour le rejeter à l'utopie.

Ce que fait la Russie, écrasant en face de ce que la France ne fait pas, ne le serait nullement en face de ce que pourrait faire la France, si les Français devenaient concernés par ce qu'elle fait. Et si la gauche ne se définissait plus par ce qu'elle désire, mais par ce qu'elle accomplit.

### **Pour le grand nombre**

Précisons bien. Je dis que si reparaît le sentiment de gauche dont nous avons parlé, et qui a joué un si grand rôle dans notre histoire, il doit s'incarner dans la volonté de faire de la France une nation du XX<sup>e</sup> siècle; et qu'il n'aura pas d'armes plus puissantes que les premiers résultats acquis dans ce combat. Au bénéfice de qui ? Hors du totalitarisme, la transformation d'un Etat du XIX<sup>e</sup> siècle se fait presque nécessairement au bénéfice du plus grand nombre. Le «presque» impliquant une action gouvernementale ferme, mais assez facile.

La difficulté n'est pas là, elle est dans la constante tendance de la gauche à ne pas préciser ses objectifs, à confondre le verbalisme, ou la bonne volonté, avec l'efficacité; dans l'audace nécessaire à l'entreprise (qui implique une politique en Afrique noire, donc en Afrique du Nord, etc.), et surtout dans le temps indispensable pour y persévérer.

### **Un exemple d'une politique d'action ?**

Disons : un symbole. Supposez un gouvernement qui décide que les maisons ouvrières de Paris vont rivaliser en nombre et en qualité avec celles qu'on a construites à Amsterdam depuis 1945. Je choisis la Hollande parce qu'elle a été, comme la France, éprouvée par la guerre; et les maisons, parce que le peuple français est beaucoup plus mal logé que nourri. Cette construction ne peut être faite au seul bénéfice des deux cents familles.

Que le président du Conseil prenne le micro pour dire : «Voici ce que nous allons tenter, et voici pourquoi la première rue sera inaugurée dans quatre mois. Je vous en reparlerai dans quatre mois et un jour : jusque-là, n'en parlons pas.» (Quatre mois, c'est aller vite ? Moins vite que le Venezuela.) Après quatre mois : «Ce que nous avons promis est fait. Voici maintenant ce que nous allons faire.» Après quoi, la radio et autres cinémas.

Le conflit avec la vraie droite serait inévitable parce qu'il ne s'agirait pas de faire du paternalisme à coups de maisons ouvrières, mais bien d'un plan d'ensemble dont

elles feraient partie; et qu'elles seraient le moyen concret, contrôlable, d'engager le pays entier dans une entreprise qu'il souhaite, mais dont il craint d'être dupe, et à laquelle il serait associé par son développement même, par des résultats successifs.

Ne sous-estimons pas l'efficacité des moyens de diffusion. Comme tous les moyens techniques, ils peuvent être au service du pire et du meilleur. Donc, à celui de la vérité aussi. Et dans ce domaine, comme disait le philosophe Léon Brunschvicg, la vérité, c'est ce qui est vérifiable.

Ces résultats exigeraient certains moyens, auxquels les Hollandais et les Anglo-Saxons recourent – avant tout une fiscalité différente de la nôtre. Croyez-vous que la vraie droite accepterait sans conflit une fiscalité moderne ? Son seul argument puissant serait : «Vous ne réussirez pas». Et on se battrait enfin pour ce qu'on fait.

Je ne tiens nullement à ce conflit. Ni à mon symbole. Prenez-en un autre.

### **Les faits seuls convainquent**

Mais je tiens à ceci : tous ceux qui, hors du marxisme, ont voulu penser la gauche, Alain comme Sperber, ont répété : «La droite vit d'imposer, et la gauche vit de convaincre.» Je dis que les anciens moyens de convaincre – même ceux d'un marxiste comme Jaurès – sont des moyens de prédication, devenus rhétoriques en face de la réalité de l'URSS; et que dans un monde où les faits seuls convainquent, ceux qui vivent pour convaincre doivent convaincre par les faits.

Partout le glacis communiste a cédé devant les faits, depuis que les moyens de diffusion modernes permettent d'associer le pays à une grande entreprise : au Portugal comme aux Etats-Unis, en Angleterre comme en Suède. Il y a trois millions et demi de Français non communistes qui élisent des députés communistes; quelle proportion d'entre eux vote pour un candidat communiste contre un maire de gauche qui a fait ses preuves ?

### **Les problèmes de la gauche différent-ils de ceux du gaullisme ?**

Le général de Gaulle a posé un certain nombre de principes, auxquels ce que je viens de dire me semble s'accorder. Il a tenté de rassembler les Français, non seulement au-dessus des partis, mais encore au-dessus de leurs divisions les plus profondes.

Nous avons été nombreux à croire, à la Libération, que la division en droite et gauche appartenait au passé. La division a reparu; et les questions que vous me posez la supposent acquise. A partir d'elle, il s'agit de savoir sur quoi la gauche peut se fonder pour assumer réellement la France; quelle forme peut prendre son espoir, à supposer que le «sentiment de gauche» dont j'ai parlé retrouve sa force.

Ce que je viens de dire implique des obstacles écrasants. Supposer que le ministère présent, dans le système présent, puisse l'entreprendre, n'est pas en question. Il faut donc d'abord qu'une victoire électorale de la gauche assure au ministère qui représenterait sa majorité une action continue, et d'assez longue durée. Il faut que soit institué l'arbitrage dont nous avons parlé.

### **Laissez-les ricaner**

Ces deux réformes gaullistes accomplies, il faut que nous ne comptions pas dans la gauche les voix – nombreuses – qui défendent les intérêts de la droite avec le vocabulaire de la gauche; ou supposer que ces voix appuieraient une gauche combattante au pouvoir.

C'est beaucoup espérer. Il n'est pourtant pas absurde de l'envisager, plus tôt ou plus tard, si l'on pense aux élections qui amènent au pouvoir le Bloc des Gauches, et surtout le Front Populaire. Or, jusqu'ici, les élections de gauche ont été digérées par la droite (celle dont nous avons parlé, la vraie). Non sans vomissements; mais toujours. Les conquêtes de la vraie gauche ont subi le sort des hausses de salaires en période d'inflation. Ne les dédaignons pas. Ne disons pas non plus que la condition ouvrière est excellente. Ni beaucoup d'autres. Il s'agit donc de savoir comment le peuple de France pourrait conserver les conquêtes d'une gauche combattante – comment elle pourrait ne pas le trahir.

Qu'elle ne l'espère pas, si elle n'assure pas d'abord la continuité de son action. Il n'est pas impossible de l'obtenir du pays, à condition qu'il sache pourquoi. Vous entendez déjà ricaner les modèles de désintéressement que vous connaissez : «Elle veut maintenir son pouvoir !» En tout cas, pas le mien... Laissez-les ricaner, mais réfléchissez bien : aucune réforme de structure n'a réussi rapidement dans aucun pays. Et la puissance de la droite clandestine est égale à la puissance apparente de quiconque veut la vaincre.

### **Expliquez qui attaque**

Et pour vaincre, une gauche combattante doit :

Engager le pays dans le combat qu'elle mène en son nom. Montrer à quel point la France est menacée par la transformation de presque toutes les grandes nations, et de maintes petites. Préciser comment elle doit être transformée elle-même, selon quel plan, au bénéfice de qui, et dans quels délais; et ce qu'elle peut redevenir. Choisir une première transformation visible contrôlable, en la montrant à tous et en faisant comprendre à tous sa signification. Ne pas séparer le combat de l'entreprise qu'il défend. Expliquer toujours qui attaque, ce qu'il représente, et pourquoi il attaque. Et mener ce combat jusqu'au bout.

«Entreprise totalitaire ! Entreprise irréalisable !» Bien.

Le totalitarisme est lié à des institutions; et à la suppression de celles qui contrôlent réellement le pouvoir. Il n'y a pas de totalitarisme du gouvernement travailliste – ni d'ailleurs du gouvernement conservateur. Pourquoi une gauche combattante serait-elle une gauche incontrôlée ?

La transformation de la France exigerait une participation plus importante des municipalités à la vie nationale. Mais notre entretien n'est ni un plan ni un manifeste. Insistons pourtant sur ceci : l'action des maires élus, très solides soutiens de la République, est nécessaire pour que ce dont j'ai parlé touche le pays en profondeur, ne devienne pas une sorte de propagande exaltée.

### **Pourrons-nous réussir cette entreprise ?**

Ce n'est pas facile. Mourir l'est davantage : sauf au moment où l'on meurt. Croyons-nous qu'on rétablira la France facilement ? Au surplus, il y faut le talent politique de l'homme d'Etat, ou du groupe d'hommes, qui l'entreprend; et rien ne peut s'y substituer. Saint-Just avait les mêmes pouvoirs que les autres commissaires. Imaginez-vous la politique de Richelieu entre les mains de l'abbé Dubois ? Pour que Marx devienne Marx, il a fallu Lénine...

Depuis deux heures, nous tentons de préciser à quelles conditions une vraie victoire de l'esprit de gauche est possible. C'est tout ? Oui. Il n'y a pas de recettes pour gagner les batailles, mais il y en a pour les perdre.

Une gauche qui a mauvaise conscience devant Moscou est une gauche vaincue. Et il n'y a plus, aujourd'hui, d'autre bonne conscience que celle des résultats acquis. Si cette gauche se veut l'expression du prolétariat, elle doit être marxiste. Si elle se veut l'expression du peuple tout entier (qui a beaucoup changé depuis Michelet), elle doit lui dire qu'elle ne peut changer sa condition qu'en changeant celle de la France, et comment elle est en train de le faire.

Elle doit perdre l'habitude de jouer perdant, comme si la droite ne pouvait être battue que par les Soviets; comme si elle, la gauche, n'avait été créée et mise au monde que pour défendre ses bons sentiments ou pour représenter une fois de plus la noble tragédie de la chute.

Danton et Saint-Just sont morts guillotins, mais il ne suffit pas de se faire flanquer par terre pour leur ressembler : Saint-Just avait promis la victoire, et il n'est mort qu'au retour de Fleurus. La plus grande tradition révolutionnaire n'est pas de tomber noblement, c'est de faire ce qu'on a promis au pays. La gauche est obsédée de figures légendaires, mais que la France redevienne la France, ce serait une assez belle légende ! Un homme l'a fait naguère, et il a été plus facile de l'attaquer que de l'oublier.